



Afghanistan, l'humanitaire “assassiné”

Pierre Salignon et Marie-Madeleine Leplomb

Tribune
24 mai 2004

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Afghanistan, l'humanitaire « assassiné »

Le 2 juin dernier, cinq volontaires de Médecins Sans Frontières ont été assassinés sur une route entre Khairkhana et Qala-I-Naw, dans la province de Badghis, au nord-ouest de l'Afghanistan. Presque un mois après ce meurtre révoltant, comment expliquer cette attaque ? L'analyse n'est pas facile mais elle est essentielle pour envisager la poursuite de nos actions en Afghanistan.

Notre équipe a été victime d'une attaque ciblée et préparée. Nos collègues ont été atteints de plusieurs balles, tués froidement. Des impacts étaient visibles sur le pare-brise avant, la fenêtre avant côté passager, ainsi que le pare-brise arrière. Des éclats étaient incrustés dans un des flancs de la voiture, indiquant qu'une grenade avait explosé. Ils travaillaient pour la section hollandaise de MSF dans cette région rurale où ils avaient notamment un programme antituberculeux. Ils s'appelaient Hélène de Beir (de nationalité belge, coordinatrice de programme), Fasil Ahmad (de nationalité afghane, traducteur), Besmillah (de nationalité afghane, chauffeur), Egil Tynaes (de nationalité norvégienne, médecin), Willem Kwint (de nationalité néerlandaise, logisticien).

Alors que des investigations officielles sont toujours en cours dans la région de Bagdhis, ce meurtre a été revendiqué à deux reprises par un porte-parole des Talibans, le Mullah Abdul Hakim Latifi. D'abord sur la BBC dans les heures faisant suite à l'assassinat. Puis, quelques jours plus tard, le 11 juin, après l'exécution dans la région de Kunduz (nord-est) de 11 ressortissants chinois travaillant sur un chantier. Dans une dépêche de l'AFP, il a alors déclaré : *"Au moindre incident, le gouvernement et l'Alliance du Nord (ancienne coalition anti-taliban qui domine l'actuel gouvernement) nous accusent. Si nous faisons quelque chose, nous en endossons clairement la responsabilité, comme nous l'avons fait par le passé. Dans ce cas précis, nous ne sommes pas responsables (...). Les entreprises chinoises de reconstruction peuvent continuer à travailler en Afghanistan, comme les organisations qui ne travaillent pas pour les Américains".* Il a ajouté, *"l'UNAMA (la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan) travaille directement sous les ordres des Américains, elle poursuit les mêmes objectifs que les Etats-Unis (...).*

D'autres organisations comme MSF (Médecins Sans Frontières) travaillent également dans l'intérêt des Américains, ils sont des cibles pour nous", a-t-il conclu.

Ces déclarations qui font volontairement l'amalgame entre les soldats américains et nos volontaires sont à la fois ridicules et déshonorantes pour une organisation qui travaille aux côtés des Afghans depuis plus de 20 ans. Mais le pire, dans le contexte actuel, est qu'elles sont un appel au meurtre, et c'est bien comme tel que nous les prenons. C'est la première fois à notre connaissance en Afghanistan qu'un appel au meurtre est lancé contre MSF. Peu importe qu'il ait été peu relayé dans la presse afghane, régionale ou internationale. Le discours du porte-parole des Talibans cible notre organisation et appelle, de fait, à des actions contre nos représentants. On ne peut le minimiser.

Ces menaces ne sont pas nouvelles contre les ONG. Depuis la chute du régime des Talibans et l'intervention militaire de la coalition dirigée par les USA, la confusion entre militaires et humanitaires est totale. Les ONG sont perçues par de nombreux Afghans comme servant les ambitions du régime d'« occupation » piloté par les Américains et leurs alliés, dont les Nations Unies ne se sont pas démarquées. Elles sont accusées de faire de l'espionnage, d'être corrompues et de ne pas faire leur travail. Sentiment renforcé par l'attitude de l'armée américaine et de certains acteurs humanitaires, fortement liés par leurs financements et leur mode opérationnel aux forces de la coalition. La confusion est également entretenue par la propagande américaine. Les GIs distribuent par exemple dans le sud de l'Afghanistan des tracts demandant à la population de *"communiquer aux forces de la coalition toutes les informations relatives aux Talibans, Al-Qaïda et Gulbuddin Hekmatyar"*, ceci afin de pouvoir *"continuer à recevoir de l'aide humanitaire"*. Ces tracts, arborant une photo d'une fillette portant un sac de blé, sont une claire tentative d'utilisation de l'aide humanitaire à des fins militaires, que tous les humanitaires doivent dénoncer. Ils représentent une atteinte inacceptable aux principes qui guident nos actions.

Il importe visiblement peu à leurs auteurs que ce chantage à l'aide sape les fondements mêmes de l'action humanitaire et aboutisse à ce que, au final, certains Afghans n'obtiennent plus aucune aide puisqu'ils sont « du mauvais côté ». De population « en danger » hier, les Afghans deviennent dans le contexte de guerre « contre le terrorisme » actuel une population « dangereuse » aujourd'hui. C'est ainsi

que les humanitaires deviennent des cibles pour les groupes les plus radicaux qui utilisent les frustrations des Afghans pour étendre leur influence et mener des opérations de guérilla dans l'ensemble du pays.

Depuis 2003, de nombreuses organisations ont été la cible d'attaques, principalement dans le sud du pays. Plus de 30 travailleurs humanitaires afghans ont déjà été tués au cours des derniers mois. L'hostilité vis-à-vis des étrangers est, elle, grandissante. On se souvient, le 27 mars 2003, de l'assassinat d'un délégué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de nationalité salvadorienne, abattu sur une route entre les provinces de Kandahar (sud) et Oruzgan (centre). Le 16 novembre 2003, c'est Bettina Goislard, une employée française du Haut Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR) qui est exécutée sur un marché à Ghazni (sud-est). Le 5 mai dernier, deux Britanniques et un Afghan travaillant pour une entreprise sous-traitante de l'ONU dans le domaine des opérations électorales sont tués dans le Nouristan (nord-est). Le 2 juin dernier, enfin, ce sont 5 volontaires de MSF qui sont assassinés.

Ces derniers mois, MSF avait décidé de réduire sa présence et ses activités en Afghanistan en raison de l'insécurité et des risques liés à la poursuite des combats entre les forces de la coalition et les groupes s'opposant à elles. Nous avons notamment retiré nos personnels expatriés de la ville de Ghazni où nous soutenons l'hôpital provincial et un centre de soins des malades atteints par la tuberculose. Les risques étant importants pour les équipes humanitaires, des zones sont ainsi devenues des « no go areas ». Restaient des régions plus calmes où il « semblait » plus facile de travailler de façon moins exposée. C'est là que les équipes de MSF continuaient leur travail. Au total, pour l'ensemble du mouvement MSF, 70 volontaires internationaux étaient encore présents dans le pays début juin. Depuis l'assassinat de nos collègues, les activités ont été suspendues en signe de deuil, et les équipes ont été réduites de façon très conséquente. Seule une représentation internationale est maintenue à Kaboul, la capitale afghane.

Avec l'assassinat de nos collègues et sa revendication par les Talibans, nous pensons qu'une limite a été franchie et qu'il faut se poser la question de notre présence en Afghanistan, des activités que nous y maintenons et de la sécurité de

nos équipes (internationales et nationales). De façon pratique, nous avons demandé à nos volontaires de rentrer sur Paris pour tout mettre à plat. Nos collègues afghans participent à ces discussions. Avec le comité de direction et le conseil d'administration, il nous appartient maintenant de préciser la position de l'association sur ce que semblent être les options opérationnelles envisageables concrètement : arrêt des activités, suspension pour une durée déterminée, maintien d'activités à minima.

Face aux attaques contre MSF, une réaction sans équivoque est nécessaire. C'est pourquoi l'arrêt de nos activités en Afghanistan est envisagé.

Quoiqu'il en soit, il nous faut aussi questionner la façon dont nous avons travaillé ces derniers temps en Afghanistan, peut-être aussi développer – si cela est possible - des contacts dans et hors du pays avec les communautés susceptibles d'expliquer nos actions, qui nous sommes, et demander à ceux qui nous assassinent de lever l'appel au meurtre qu'ils ont lancé. Dans cette idée, pour mieux faire connaître notre action et nos positions, nous réfléchissons aux moyens de développer des contacts politiques en périphérie de la crise et de renforcer la communication dans le monde arabe et musulman, ainsi que dans la région de l'Asie centrale. Tout cela est indispensable avant d'envisager la possibilité de reprendre des activités avec un minimum de garanties de sécurité.

Nous avons des responsabilités importantes au regard des projets en cours et de la sécurité de nos personnels. Reste une menace spécifique contre MSF qu'il nous faut comprendre et analyser.

En Afghanistan, l'espace humanitaire ne cesse de se réduire. Existe-t-il encore ? On doit se poser la question. Il y a des groupes extrémistes qui ont choisi une stratégie de « fuite en avant », ciblant tous les acteurs qui représentent à leurs yeux les intérêts occidentaux, ceux de la coalition et du gouvernement d'Hamid Karzaï. Rien de nouveau en soi, mais une situation qui se détériore, un conflit qui se radicalise, des élections afghanes qui approchent, et une conjoncture régionale et internationale très tendue.

Et puis il y a cette confusion croissante entre ONG occidentales – c'est comme ça que nous sommes perçus - et forces armées occidentales. Elle est encore renforcée par les opérations dites « militaro-humanitaires », comme celle dont nous parlions plus haut. Les groupes radicaux soufflent sur les braises et créent un climat hostile

aux étrangers infidèles. N'oublions pas que ce pays a été saccagé par plusieurs guerres successives depuis plus de 25 ans. La « brutalisation » de cette société n'est pas un vain mot.

Tout se passe comme si, des deux côtés de cette « guerre contre le terrorisme », on voulait nous pousser à choisir un camp, ce que nous nous refusons de faire.

Nous devons rapidement élaborer notre position face à cette situation.

Paris, le 30 juin 2004

Pierre Salignon, directeur général, et Marie-Madeleine Leplomb, responsable de programmes, Médecins Sans Frontières.

La confusion des genres...

Extrait du journal francophone, « Les nouvelles de Kaboul », diffusé en juin dans la capitale afghane...

<< Les Afghans les appellent les French Doctors en souvenir des médecins français qui n'ont jamais cessé de leur apporter une aide tout au long de la guerre. Ce sont les médecins du Service de Santé des armées. En Afghanistan, ils forment une unité à part. Ils sont devenus un mythe aux yeux de la population. Rencontre avec ces baroudeurs du cœur.>>